



DÉSAVOEUX

« les désaveux du gouverneur »



LE GOUVERNEUR

2 janvier 2018

Chers collègues,

Je veux d'abord, avec Anne Le Lorier et Denis Beau, vous présenter nos vœux personnels les plus chaleureux. Pour vous, pour ceux et celles qui vous sont chers, pour votre santé -à commencer par ceux qui sont dans l'épreuve-, que l'année 2018 soit la meilleure possible. La part professionnelle est importante dans vos vies, mais la part personnelle l'est plus encore.

DésaVOEU 1 : En 2018, même malade l'agent travaillera !

Le Gouverneur Villeroy de Galhau vous souhaite une excellente santé en 2018, et cela d'autant plus qu'avec la mise en place annoncée du jour de carence à la Banque de France, être malade deviendra une faute méritant suppression de salaire !

Alors que des agents viennent travailler tout en étant malades, cette mesure est révélatrice de l'ignorance du Gouverneur et de son mépris vis-à-vis des agents, puisqu'il nous compare avec les salariés du privé sans préciser qu'une majorité d'entre eux (64%) ne subit aucune perte de salaire en cas de maladie... puisqu'ils sont couverts par leur convention collective ou des accords internes.

Enfin, d'après une étude de 2015 du ministère de la Santé, l'introduction de cette journée de carence n'a pas eu pour effet de diminuer le nombre d'arrêts maladie mais en a allongé la durée !

La CGT Banque de France s'oppose à cette mesure, d'une injustice absolue !

L'année 2017 qui vient de s'achever a été nourrie en nouveautés dans notre pays et en Europe. Pour la Banque de France, elle a été marquée par beaucoup de succès dans nos missions : c'est le résultat de tout votre travail, et vous pouvez légitimement en être fiers. Je tiens à en remercier chaleureusement chacune et chacun d'entre vous, avant de nous tourner vers 2018.

DésaVOEU 2 : En 2018, les « succès » éventuels seront obtenus aux dépens du bien-être des agents et de la qualité de nos missions, mais au profit de la carrière personnelle du Gouverneur !

Les résultats du dernier baromètre du bien-être à la Banque le montrent, les agents se sentent de moins en moins bien au sein de l'Institution et perdent le sens de leur métier. Comment pourrait-il en être autrement lorsque le seul objectif du Gouverneur est d'appliquer avec zèle les directives de Bercy (suppression de postes, fermetures d'implantations et augmentation des dividendes versés à l'État) sans se soucier des conséquences sur les conditions de vie et de travail des agents, ni des impacts pour nos usagers ?

La CGT continuera à défendre les missions et les conditions de travail et d'emploi au sein de la Banque de France.

des Français dans l'euro, leur monnaie dont nous sommes le gardien. Pour garantir cette confiance, nous avons résolument continué d'investir dans le fiduciaire, avec le démarrage de la nouvelle papeterie à Vic-le-Comte et la modernisation des caisses.

DésaVOEU 3 : En 2018, le fiduciaire est affiché comme une priorité, alors que nos dirigeants favorisent le recyclage externe et ferment des caisses, que les salariés recrutés à la papeterie depuis sa filialisation en 2016 n'ont toujours pas droit au statut Banque de France et que les remplacements des départs en retraite sont très insuffisants à la fabrication des billets !

Pour garantir véritablement la confiance des citoyens dans l'euro il faut au contraire vite embaucher à la fabrication des billets pour permettre le transfert des savoirs, reprendre la main sur le tri incontrôlé par le privé pour stabiliser les flux et maintenir sur tout le territoire les caisses actuelles en les modernisant.

C'est un des combats que mène la CGT.

Sur la **Stabilité financière**, 2017 a vu enfin aboutir les négociations de Bâle 3 sur la réglementation des banques. C'était un chantier difficile, entre les tentations unilatérales aux États-Unis et les menaces sur le bon financement de l'économie en Europe : grâce aux équipes de l'ACPR, nous avons obtenu le meilleur accord possible. La Banque de France a ensuite pesé de toute son influence pour prendre les premières mesures "macroprudentielles", de surveillance du crédit aux grandes entreprises, comme pour lancer un réseau international en faveur de la finance verte : la stabilité climatique fait partie à long terme de la stabilité financière.

DésaVOEU 4 : En 2018, pour récompenser les efforts des équipes de l'ACPR qui manquent cruellement de moyens humains, ces dernières travailleront en open-space : merci patron !

Les effectifs de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) ne sont pas suffisants pour permettre un contrôle effectif du secteur financier. Pire, les conditions de travail à l'ACPR sont telles (horaires, sens du travail...) que la Banque peine à fidéliser les agents et donc à créer de l'expertise.

C'est une toute autre politique de gestion RH que défend la CGT pour l'ACPR.

Le second de nos engagements –"en France, être un service public de confiance et d'excellence"- correspond aux **Services à l'économie**, et en particulier aux succès du Réseau. Vous avez aidé près de 180 000 familles à sortir du surendettement, et nous allons encore mieux le faire avec les deux simplifications entrant en vigueur début 2018. Pour les entreprises, les correspondants TPE ont pris partout leur place. Notre nouvelle mission d'Éducation économique et financière s'est déployée concrètement tant avec les enseignants et l'Éducation nationale, qu'avec les travailleurs sociaux et avec toutes les associations qui travaillent avec nous. Toutes ces missions le montrent : le Réseau, "les pieds sur le terrain", est une grande force au service des Français, avec une présence durable dans chaque département. Le Réseau est d'autant plus fort qu'il s'adapte, avec les premières SPP et les premiers CTP Entreprises créés à l'automne 2017.

DésaVOEU 5 : En 2018, bien accueillir les usagers avec l'outil CRM* et accompagner les entreprises avec la même pertinences en travaillant de plus en plus à distance ? Laissez-nous en douter !

Comment être au service de l'économie et donc des citoyens sans les moyens humains nécessaires ? Chaque unité du réseau doit pouvoir accueillir efficacement et dans de bonnes conditions tous les publics, notamment les plus fragiles.

Les suppressions de postes massives, le fiasco du déploiement à nos guichets du nouvel outil CRM très chronophage qui détériore les conditions d'accueil et de travail des agents, vont à l'encontre de la bonne qualité de nos missions de service public. De même, chaque succursale doit pouvoir assurer le suivi de l'économie de son rayon d'action et réaliser au plus près des besoins les diagnostics utiles (enquêtes de conjoncture, Cotation, Géode, Acse...).

Aucun logiciel ne remplacera jamais un accueil physique efficace par un agent compétent, ni une connaissance fine du tissu économique local grâce aux contacts humains associés ! La CGT se bat pour un véritable service public de proximité.

Mais chacun de vous souhaite légitimement avoir sa juste place, et de la visibilité sur son avenir : c'est le respect dû à chaque agent dans la mise en œuvre attentive d'Ambitions 2020. Pas en ralentissant une transformation déjà longue, mais en renforçant son accompagnement : là aussi, nous avons progressé en 2017 avec une forte extension du télétravail, ou le lancement de l'Université BDF. Dès ce mois de janvier, nous ouvrirons la négociation de l'accord sur le temps partiel senior. Les règles du jeu collectives sont désormais clarifiées durablement, avec la réforme des carrières des non-cadres puis des cadres, et la rénovation du paritarisme, dans la préservation des principes essentiels qui fondent notre statut. Nous devons aller plus loin dans le soutien RH à chacun.

DésaVOEU 6 : En 2018, continuons d'enterrer notre statut !

Pour agir en toute indépendance, comme les fonctionnaires les salariés de l'Institution doivent être protégés de toute pression par les garanties collectives d'un statut adapté. Celui-ci doit être associé à une vraie reconnaissance des qualifications et aux augmentations générales de salaire correspondantes.

La réforme des carrières, très régressive, montre notamment à quel point le gouverneur méprise l'histoire de notre Institution, son personnel et même ses missions. En ralentissant les carrières des agents et en les soumettant à l'arbitraire hiérarchique (limitation des commissions paritaires rendues quasi-inopérantes, place centrale de l'évaluation dans l'avancement, réalisée de surcroît par un seul manager ...), le Gouverneur met en place un régime disciplinaire à la Banque de France où les agents seront non seulement soumis à l'arbitraire de leur hiérarchie mais devront aussi passer de plus en plus de temps à gérer leur carrière...

Nos missions de service public doivent conduire à une gestion particulière des salariés de la Banque de France, à l'image de celle des fonctionnaires (statut, droits et garanties). C'est ce que revendique la CGT.

Nous pouvons aborder l'année nouvelle avec confiance. Mais je voudrais formuler deux vœux : le premier, pour notre institution, que nos succès et notre évolution soient encore davantage connus et reconnus à l'extérieur, pour renforcer l'image d'un service public exemplaire. Et que notre pays et l'Europe utilisent la reprise pour mener les réformes indispensables si nous voulons que la croissance soit durable, et notre modèle social européen conforté.

Je vous redis très finement mon vœu le plus important : Bonne année à chacune et à chacun de vous, et à notre Banque de France !



François VILLEROY de GALHAU

DésaVOEU 7 : « l'asymétrie d'information avec les organisations syndicales, ça fait partie du jeu » dixit le DGRH à propos du dialogue social.

Dialogue social ? Plutôt dialogue de sourds !

Le gouverneur ne négocie pas, il impose : réformes régressives sans précédent, économies à tous les niveaux « utiles », budget illimité en communication (ou plutôt « propagande »), rétention d'informations, mensonges, mépris... voilà le quotidien des organisations syndicales de la part du gouvernement de la Banque.

Si la CGT rend hommage à Émile Labeyrie, gouverneur pendant le front populaire, pour les mesures progressistes qu'il a prises, concernant François Villeroy de Galhau elle s'interroge : vise-t-il le titre de pire gouverneur depuis la libération ? ...

Pour être plus fort, j'adhère à la CGT

La cotisation syndicale ouvre droit à un crédit d'impôt de 66% des sommes versées chaque année

Nom

Prénom

Unité, service

Code unité administrative

Temps de travail %

Grade Indice

Syndicat CGT de la Banque de France - 75 1647. Tel 01.42.92.30.44